



Les USA champions : Les tortures à Abou Ghraïb, un « incident isolé » ?

Par [Juan Gelman](#)

Mondialisation.ca, 20 février 2007

[Pagina 12](#) 15 février 2007

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#)

Analyses: [IRAK](#)



Eric Fair, un linguiste qui maîtrise l'arabe, a servi dans l'armée US de 1995 à 2000 et a été contracté en 2004 pour interroger les Irakiens détenus à Fallujah par les effectifs de la 82e division aérotransportée. Ils le transformèrent en outre en geôlier et il a raconté au Washington Post (9-2-07) ce dont il rêve depuis qu'il est rentré chez lui : «Un homme sans visage me regarde fixement du coin d'une pièce. Il demande de l'aide, mais j'ai peur de bouger. Il se met à pleurer. C'est un son plaintif qui me fatigue. Il crie, je me réveille et m'aperçois que celui qui crie, c'est moi».

L'officier qui commande les «interrogateurs» leur donne des instructions précises. Durant son service de douze heures Fair devait empêcher le détenu de dormir, ouvrir la cellule chaque heure, l'obliger à rester debout dans un coin et le laisser sans vêtements. «Trois années plus tard la situation s'est inversée. Je peux rarement dormir la nuit sans que cet homme me rende visite. Son souvenir me tourmente comme je l'ai tourmenté». Les remords accablent celui qui est conscient de ne pas avoir désobéi à des ordres indignes et d'avoir au contraire «intimidé, dégradé et humilié un homme sans défense. J'ai compromis mes valeurs et jamais je ne me le pardonnerai». Ces méthodes seraient-elles nécessaires pour hisser la bannière «de la liberté et de la démocratie» inventée par G. W. Bush ?

La Maison Blanche assure que les tortures à la prison d'Abou Ghraïb ont été un incident isolé. Fair a assisté à d'autres choses et les détaille : détenus forcés à rester debout nus la nuit entière et demandant de l'aide, ou soumis à de longues périodes d'isolement, ou frappés et battus à coups de pieds, et toujours avec la faim et la soif. «Ces techniques étaient utilisées quotidiennement en Irak sous le prétexte d'obtenir les informations nécessaires pour en finir avec l'insurrection. La violence aujourd'hui dominante là-bas prouve que ces tactiques n'ont jamais fonctionné». Accablé par la conduite de ses amis et collègues, Fair a de plus en plus honte de sa peur à défier de telles pratiques, il sait que beaucoup diront qu'il n'y a pas lieu d'insister sur la question car cela nuit aux USA et souligne qu'il est nécessaire d'affronter les faits : «L'histoire d'Abou Ghraïb n'est pas terminée. À bien des égards nous n'avons pas encore ouvert le livre».

Celui de Guantanamo non plus. Les dirigeants de la base navale US dans la baie de Guantanamo (Gitmo, pour son sigle en anglais) n'y vont pas de main morte en matière de tortures, seulement on ne les voit pas, on ne les entend pas et elles n'existent pas. La sergente des marines Heather Cerveny, en revanche, si. En septembre 2006 elle a passé un semaine à Gitmo et écouté : un soldat qui avait éclaté la tête d'un prisonnier contre la porte

de la cellule. Un autre que le prisonnier irritait l'avait frappé au foie. Elle avait écouté des conversations entre soldats, découvert qu'il s'agissait d'une méthodologie courante et quotidienne et avait envoyé son témoignage à l'inspecteur général du Pentagone. Ce dernier envoya une mission d'enquête à la base qui conclut ainsi : «Il n'y a pas de preuves qui démontrent la véracité des accusations de mauvais traitement et de harcèlement» (blogs.abcnews.com, 9/2/07). Et plus : elle recommanda l'adoption de mesures disciplinaires contre la sergente Cerveny. Parfois cela se paye d'écouter ce que les autres ne veulent pas entendre.

Tout n'est pas pourri dans le royaume du Danemark. Le lieutenant-colonel Colby Volkey, coordinateur des marines stationnés dans l'ouest des USA et supérieur immédiat de la sergente Cerveny, qualifia d' « outrageant » le rapport de la mission et indiqua que les enquêteurs interrogèrent seulement les suspects de tortures, «mais ne s'entretinrent pas avec les détenus ou les possibles victimes». Ainsi fait-on, comme le chat : il couvre ses excréments après défécation. Les réactions de certains lecteurs du blog à la suite de l'article sont intéressantes : «Oui, il y a eu dissimulation à Gitmo. Ils couvrent la tête des terroristes avec des culottes de femmes, ah ah ah !», ou : «Oui, il y a eu des abus (à Gitmo) ! Et il devrait y en avoir plus !». Et aussi : «Je ne crois qu'on leur ait réellement fait mal». Ou ce commentaire ironique : «Je suis d'accord ! Il y a bien une raison pour qu'ils appellent terroristes ces gens. Comme nous le rappelle une affiche : 'Ce n'est pas du fascisme quand C'EST NOUS QUI LE FAISONS '».

Le vendredi 9 février, une mission officielle nord-américaine conduite par Nicholas Burns, sous-secrétaire aux Affaires Politiques du Département d'État, visita Buenos Aires et eut des entretiens avec de hauts fonctionnaires du gouvernement argentin (voir [Página/12](#) du 10-2-07). Burns fit ensuite une conférence de presse au cours de laquelle une journaliste de ce quotidien lui demanda : «Vous avez dit que votre gouvernement admirait la politique des droits humains du gouvernement argentin, cela implique-t-il une autocritique de la politique en matière de droits humains de votre gouvernement, surtout en prenant en compte ce qui se passe dans la prison de Guantánamo ?» La réponse de Burns fut catégorique : «En aucun cas. D'aucune manière ou aspect. Nous, mon pays, les USA, nous sommes les champions des droits humains dans le monde». Si c'est ça les champions, que sont les derniers de la classe ?

Traduit de l'espagnol par Gérard Jugant et révisé par Fausto Giudice, membres de [Tlaxcala](#), le réseau de traducteurs pour la diversité linguistique. Cette traduction est en Copyleft pour tout usage non commercial ; elle est libre de reproduction, à condition d'en respecter l'intégrité et d'en mentionner sources et auteurs.

La source originale de cet article est [Página 12](#)

Copyright © [Juan Gelman](#), [Página 12](#), 2007

Articles Par : [Juan Gelman](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu

responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca